



Thème 2 : Les transformations politiques et sociales de la France de 1848 à 1870 (5-7 heures)

Sommaire

Axes majeurs et problématique générale du thème	2
• Articulation avec les sujets d'étude au choix	2
• Problématique générale	3
Éléments de mise en œuvre de la question générale	3
• Les expériences de modernisation sous la Seconde République	3
• Une modernisation autoritaire sous le Second Empire	4
• La libéralisation et la politisation de la société française à partir de 1860	5
• Pièges à éviter	5
Sujet d'étude - Victor Hugo sous la Deuxième République et le Second Empire	5
• Les enjeux de la question	6
• Problématique et éléments de mise en œuvre	7
• Capacités et méthodes : exemple	8
• Pièges à éviter	9
Sujet d'étude – Les établissements Schneider au Creusot sous la Deuxième République et le Second Empire	9
• Les enjeux de la question	9
• Problématique et éléments de mise en œuvre	10
• Capacités et méthodes : exemples	11
• Pièges à éviter	11
Pour aller plus loin	12
• Ouvrages généraux sur la Deuxième République et le Second Empire	12
• Ouvrages et articles sur les sujets d'étude	12

Question obligatoire (A) et sujets d'étude (B)	Notions	Mise en œuvre
A – Politique et société en France sous la Deuxième République et le Second Empire	Démocratie Suffrage universel masculin Régime autoritaire Industrialisation Urbanisation Droit de grève	Ce chapitre vise à mettre en lien l'évolution politique de la France entre 1848 à 1870 et les bouleversements économiques et sociaux qu'elle connaît. On peut mettre en avant : • l'affirmation des grands principes démocratiques et républicains en 1848 (instauration du suffrage universel masculin, abolition de l'esclavage); • la rupture de juin 1848; • la transformation de l'économie et de la société sous le Second Empire, régime autoritaire (industrialisation, urbanisation, essor du chemin de fer); • la chute du Second Empire en raison de la guerre franco-prussienne qui permet l'unité allemande.
B – Un sujet d'étude au choix : • Victor Hugo sous la Deuxième République et le Second Empire • Les établissements Schneider au Creusot sous la Deuxième République et le Second Empire		Ce sujet d'étude vise à comprendre comment Victor Hugo est devenu l'une des références majeures des républicains en raison de son évolution politique sous la Deuxième République et de sa lutte de proscrit puis d'exilé volontaire contre le Second Empire. Ce sujet d'étude permet d'appréhender la notion d'industrialisation (sidérurgie, transports...) ainsi que le rôle économique et politique d'Eugène Schneider. En outre, les élèves appréhendent la transformation des formes et lieux de travail ainsi que leurs conséquences sociales et politiques pour les ouvriers comme pour leurs familles.

Axes majeurs et problématique générale du thème

Ce thème a vocation à étudier conjointement le processus de modernisation, politique et sociale, au cours de la période allant de la révolution de février 1848 à la fin du Second Empire. Davantage encore que dans la voie générale, l'imbrication de ces transformations est mise en avant dans la question obligatoire pour en interroger les ressorts dans une approche systémique et ainsi complexifier le raisonnement sur les bouleversements politiques étudiés au thème 1. La période est marquée par les évolutions des cultures politiques (républicaines, monarchiques, napoléonienne) héritées de la période révolutionnaire ou transformées par elles, par les débats et tensions qui les animent, entre elles mais aussi à l'intérieur de chacune d'entre elles, autour de principes devenus progressivement des acquis, comme la souveraineté nationale ou le suffrage universel masculin. La réduction de l'espace-temps et les bouleversements économiques et sociaux qui l'accompagnent influent sur la politisation accrue de la société française. Les différentes réponses à ces nouveaux enjeux, lus par les contemporains à travers le prisme de la modernité, dans les débats politiques et intellectuels ou les évolutions sociales, sont au centre du thème.

Articulation avec les sujets d'étude au choix

L'approche systémique proposée nécessite une incarnation forte, permettant de mettre en avant le rôle des acteurs dans ces transformations. En invitant à étudier au choix le parcours de Victor Hugo ou le développement des établissements Schneider au Creusot durant la Deuxième République et le Second Empire, les programmes insistent sur la continuité chronologique tout en proposant deux entrées distinctes - un

acteur et un territoire - pour étudier des réponses différentes aux bouleversements en cours.

Ces études peuvent servir de point d'entrée au thème pour identifier, à grande échelle, la transformation du monde et les réponses politiques proposées : républicanisme associé à la démocratie, au suffrage universel masculin et à l'opposition au régime autoritaire, s'appuyant sur une dénonciation des conditions sociales ouvrières dans un cas; paternalisme en constitution à associer à une réponse autoritaire dans le cadre de l'industrialisation et de l'urbanisation dans le second.

Dans tous les cas, il s'agit d'articuler ces sujets d'étude non pas comme une entrée « politique » ou « sociale », mais comme des exemples permettant - en fonction des acteurs et de leurs regards portés sur les transformations sociales - de construire un raisonnement global, que l'enseignant veillera à compléter et nuancer au fil du chapitre.

Problématique générale

Comment les transformations sociales et économiques de la deuxième moitié du XIX^e siècle ont-elles contribué à politiser la société française sous la Deuxième République et le Second Empire ?

Comment la société française a-t-elle tenté de se moderniser pour répondre aux transformations économiques et sociales de la seconde moitié du XIX^e siècle ?

Éléments de mise en œuvre de la question générale

Les expériences de modernisation sous la Seconde République

En s'appuyant sur la notion centrale de démocratie, il semble important d'aborder la Deuxième République à partir des différentes formes de participations et des questions qu'elles soulèvent. Si les journées révolutionnaires de février débouchent sur un nouveau régime politique, elles marquent aussi un mode d'expression qui perdure, dans la lignée de la Révolution française et des Trois Glorieuses de 1830, et connaît des prolongements (insurrections de juin 1848, décembre 1851, plus tard le 4 septembre 1870 et la Commune de Paris).

Le retour de la République le 25 février 1848, marqué par l'esprit « quarante-huitard », porte à la fois l'espérance d'une modernisation politique, sous la forme d'une accélération de la démocratisation avec le suffrage universel masculin et la liberté de la presse, et d'une modernisation sociale mettant en avant l'égalité et la fraternité, avec l'affirmation du droit au travail et l'abolition de l'esclavage. Il remet aussi en scène les tensions nées de la Révolution, entre républicains modérés et républicains sociaux, dont les visions diffèrent sur les moyens d'aboutir au progrès politique et social. Ces tensions éclatent au mois de juin, affaiblissant l'idée républicaine, sa crédibilité à assurer la modernisation du pays dans l'ordre et la stabilité. Cette nouvelle expérience républicaine souligne aussi le décalage entre Paris, qui reste le cœur du discours et de l'action révolutionnaire, et le reste de la France, plus conservateur et soucieux de l'ordre public, décalage manifeste dès les élections législatives d'avril 1848.

Loin de faire consensus, la démocratisation pose des débats qui peuvent être abordés à travers deux exemples : ainsi de la place des femmes, qui jouent pour certaines

d'entre elles un rôle politique de premier plan (à l'image de George Sand ou Jeanne Deroin) mais qui demeurent exclues du suffrage ; il est également intéressant de souligner que le décret du 27 avril 1848 sur l'abolition de l'esclavage pose la question de son application (à l'exemple des révoltes d'esclaves de mai 1848 à la Martinique pour imposer le décret) et de ses enjeux économiques (lois d'indemnisation des planteurs et colons d'avril 1849).

C'est la question de la participation politique dans un contexte de crise économique qui aboutit à la rupture de juin 1848 : la victoire des républicains modérés aux élections d'avril, l'éviction des républicains progressistes à la suite des manifestations du 15 mai 1848 portent au pouvoir les conservateurs qui, en abolissant les ateliers nationaux en juin 1848, provoquent les journées insurrectionnelles réprimées par le parti de l'ordre. C'est à l'aune de ces événements que s'explique l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte en décembre 1848, qui, en jouant sur la figure de l'homme providentiel appuyé sur l'image héroïsée de son oncle, du modernisateur et du garant de suffrage universel masculin, parvient à porter sur lui les suffrages des déçus de la Deuxième République. L'acceptation rapide du coup d'État par la grande majorité des Français montre bien que peu étaient prêts à se battre pour la République, signe de l'échec de celle-ci à incarner une solution politique crédible et durable.

Une modernisation autoritaire sous le Second Empire

Le régime instauré par Louis-Napoléon Bonaparte et acté lors du coup d'État du 2 décembre 1851, puis par la proclamation du Second Empire le 2 décembre 1852, repose sur un ensemble de pratiques qui permettent de caractériser un régime autoritaire, alors que formellement la démocratie semble conservée par le maintien du suffrage universel masculin et de consultations régulières (élections, plébiscites) : répression des opposants, pratique de la censure, candidatures officielles aux élections, renforcement du pouvoir exécutif, lien direct établi entre le souverain et les Français. Aborder avec les élèves un régime qui couple pratique autoritaire du pouvoir et quête d'une légitimité démocratique est particulièrement intéressant à notre époque où l'on qualifie les régimes de certains pays de « démocraties ». L'évolution, à partir des années 1860, du régime du Second Empire dans un sens plus libéral, avec ses limites, montre cependant que le processus heurté de démocratisation n'est pas totalement interrompu.

Le caractère autoritaire du régime permet aussi de replacer l'État comme acteur au cœur des transformations économiques et sociales. Si la modernisation remonte en cette matière à la monarchie de Juillet (à l'exemple des chemins de fer, de la rénovation urbaine), elle se caractérise à partir du Second Empire par un volontarisme étatique qui, au moins jusqu'au début des années 1860, s'appuie tant sur des fonctionnaires que sur des entrepreneurs, associé à des plans d'aménagement de grande envergure censés accompagner et encourager l'industrialisation : intégration et achèvement des tronçons de chemin de fer pour unifier un marché national, rénovation urbaine comme réponse à l'urbanisation (à l'exemple du Paris haussmannien), développement du crédit ou encore traité dit de libre-échange avec le Royaume-Uni en 1860. Dans cette optique, les villes ont vocation à devenir les vitrines de la modernité. Les exemples de la naissance des premiers grands magasins ou des expositions universelles à Paris de 1855 et 1867 peuvent être mobilisés pour souligner les évolutions du pays à travers celles de sa capitale.

Cette image doit néanmoins être nuancée, car la croissance économique repose sur

certaines secteurs et certaines régions, en particulier les espaces agricoles les mieux reliés au marché, et s'appuie, à l'exemple des travaux d'urbanisme, d'abord sur des entrepreneurs privés. Cette réalité souligne l'existence d'inégalités sociales très fortes, que l'on retrouve dans l'ensemble des sociétés industrielles, malgré la volonté affirmée par Napoléon III de combattre le « paupérisme ». Cela permet d'interroger l'idée de modernité, entre représentations, images et réalités.

La libéralisation et la politisation de la société française à partir de 1860

Les mobilités accrues liées à l'industrialisation, que ce soit sous les formes de l'exode rural, de migrations saisonnières ou transnationales (le recensement de 1851 comptabilise ainsi pour la première fois des attestations de travailleurs étrangers), accélèrent l'urbanisation en dressant notamment pour la première fois une séparation le long d'une ligne Le Havre-Marseille entre un Est plus industrialisé et urbain et un Ouest toujours marqué par la ruralité. Ces mobilités font également émerger de nouvelles tensions sociales, à un moment où les idées socialistes se diffusent et où une prise de conscience dans le monde ouvrier s'affirme, en lien avec la mémoire de l'esprit de février 1848.

Au début des années 1860, coupé de certains de ses alliés politiques (les catholiques qui lui reprochent sa politique italienne, certains industriels qui lui reprochent le traité avec l'Angleterre), Napoléon III cherche dans le monde ouvrier un nouveau socle de légitimité. La loi de 1864 abolissant le délit de coalition et instituant de fait le droit de grève apparaît ainsi comme l'une des concessions du régime à une frange républicaine de la population, susceptible de soutenir sa politique des nationalités en Europe. Elle peut être mise en regard avec d'autres lois de libéralisation du régime (droit d'interpellation en 1867 ou liberté de la presse en 1868), qui contribuent, avec la pratique de l'élection, à l'acculturation démocratique. Le plébiscite du 8 mai 1870, largement remporté par le gouvernement, et qui acte cette libéralisation tout en renforçant *de facto* la légitimité de l'Empereur, peut être étudié pour souligner cette évolution, mais aussi montrer que le régime, à quelques mois de son effondrement, est loin d'être aux abois et reste soutenu par une partie importante de la population.

La guerre franco-prussienne de 1870 peut s'articuler à cette réflexion pour évoquer la politique étrangère de Napoléon III. Elle permet aussi de comprendre les ressorts des décisions prises par le régime et sa fragilité : sorti renforcé du plébiscite du 8 mai 1870, Napoléon III semble avoir été convaincu de déclarer la guerre au royaume de Prusse en observant la popularité de cette option, notamment dans la presse. On peut alors évoquer rapidement le précédent italien pour mettre cette décision en perspective. La défaite de Sedan et la captivité de l'empereur sonnent non seulement la fin du régime et la naissance d'une nouvelle République, mais permettent à la Prusse d'achever un processus d'unité allemande, qui tant en termes géopolitiques que symboliques avait besoin d'une victoire sur la France pour s'affirmer.

Pièges à éviter

- Faire un récit qui distinguerait histoire politique et histoire sociale.
- Ne pas mettre en avant les tensions et les débats durant la période.

Sujet d'étude - Victor Hugo sous la Deuxième République et

le Second Empire

Le sujet d'étude invite à étudier le parcours politique de Victor Hugo en montrant comment il s'inscrit dans la mémoire républicaine. L'approche biographique est aussi une invitation à incarner les transformations politiques et sociales sous la Deuxième République et le Second Empire à travers l'étude d'un acteur : elle ouvre le champ à une histoire politique et culturelle, et permet de différencier plus finement les évolutions politiques entre 1848 et 1870.

Si le parcours politique de Victor Hugo a pu être interrogé sous l'angle des ruptures qui le marquent (l'homme est tour à tour orléaniste, conservateur, bonapartiste, républicain), il témoigne surtout de la transformation du champ politique et de sa professionnalisation, du poids des mémoires révolutionnaires dans une culture politique en formation et d'une politisation de la société française. En ce sens, les prises de position de Victor Hugo peuvent aussi être envisagées dans une forme de continuité (à travers notamment l'invocation systématique du « peuple » et le souhait d'une évolution démocratique pacifique), qui expliquent ses prises de position.

La vie politique de l'auteur des *Misérables* ne peut être séparée de son œuvre littéraire, qui peut être envisagée comme une représentation des transformations sociales en cours (à travers notamment une focalisation sur les perdants de l'industrialisation), le rapport au temps qui fonde la modernité (à travers le sujet du patrimoine, qui est à cette époque un enjeu culturel et politique majeur) tout comme la mise en scène des acteurs de l'histoire (que ce soit à travers la figure du « peuple » ou de la « légende noire » de Napoléon III).

L'enjeu est donc bien de permettre aux élèves de contextualiser un personnage historique et son œuvre littéraire pour comprendre un parcours politique, des choix qui s'inscrivent dans des contraintes et constituent tant des ruptures que des continuités.

Les enjeux de la question

Deux moments décrivent la référence majeure que constitue Victor Hugo : le 5 septembre 1870, lorsque la foule parisienne l'acclame à son arrivée à la gare du Nord après dix-neuf années d'exil ; quinze ans plus tard, avec ses funérailles nationales et son entrée au Panthéon. On peut aussi évoquer, entre ces deux dates, celle de 1881, quand l'avenue parisienne où réside Victor Hugo prend son nom, au lendemain de son 79^e anniversaire. En ces lieux de mémoire se déploient les rituels et les symboles qui constituent les fondements d'une culture républicaine en formation pour célébrer une figure historique qui, par sa longévité, permet d'appréhender les transformations politiques durant la seconde moitié du XIX^e siècle. Ces éléments peuvent introduire l'étude : ils n'ont pas vocation à être développés dans le cadre de ce chapitre, mais permettent de lancer une réflexion rétrospective sur l'époque qui nous concerne, celle où cette figure se construit.

Né en 1802, fils d'un volontaire républicain devenu général d'empire, Victor Hugo porte en lui « une sensibilité au moment historique » (Ch. Charle). L'engagement du libéral qui se réclame orléaniste sous la monarchie de juillet et s'implique avec d'autres romantiques dans la révolution de février 1848 est d'abord celui d'un écrivain. À l'image d'Alphonse de Lamartine, il cherche à éclairer le peuple dont il fait dans la continuité de la Révolution française, et à l'instar de Jules Michelet, un acteur central du processus historique. La valorisation du patrimoine gothique, illustrée dans *Notre-Dame de Paris*,

peut ainsi se lire dans une interprétation révolutionnaire et populaire de l'histoire et de la modernité. La révolution de février 1848 marque à ce titre une rupture et constitue pourtant une continuité de l'engagement des gens de lettres : s'ils deviennent acteurs politiques à part entière (Victor Hugo se fait élire et crée un journal, *L'événement*), ils sont petit à petit écartés de la vie publique, signe d'une professionnalisation de la politique. Victor Hugo illustre en ce sens le passage de l'écrivain impliqué au milieu du XIX^e siècle à l'intellectuel engagé de la fin du XIX^e siècle.

La rupture politique apparente que constitue la période 1848-1851 dans les convictions politiques de Victor Hugo — qui passe de positionnements orléanistes au soutien au parti de l'ordre, puis à Louis-Napoléon Bonaparte avant de s'affirmer comme républicain — doit se lire à l'aune des multiples lignes de fractures qui traversent la période et influent sur le positionnement politique des acteurs et le complexifient : Hugo prône l'abolition de l'esclavage et de la peine de mort, ainsi que l'instauration du suffrage universel masculin, mais la question des modes de représentation de la souveraineté nationale lui fait craindre des actions violentes contre la République modérée de la part des franges les plus radicales. C'est par peur d'un « coup d'État de gauche » qu'il accepte la mission de répression des insurrections de juin 1848. Face à la menace d'un retour en arrière monarchiste, il apporte son soutien à Louis-Napoléon Bonaparte aux élections présidentielles de 1848. C'est ainsi en tant qu'élus conservateur que Victor Hugo commence à partir de 1849 à mêler de plus en plus souvent sa voix à celle des « montagnards » ou « soc-dem », avant que le vote de la loi Falloux sur l'enseignement privé en 1850 n'entérine définitivement son ralliement à une gauche en formation, ralliement que sa participation à l'insurrection suivant le coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte le 2 décembre 1851 acte définitivement. La Seconde République constitue à ce titre un laboratoire où se construit la culture politique républicaine de Victor Hugo.

La période de l'exil (1851-1870) peut être lue comme un moment de consolidation d'une culture républicaine et comme une réflexion sur la modernité : l'usage du plébiscite par le Second Empire oblige Hugo à définir les contours d'un suffrage universel libre ; le volontarisme affiché du régime le conduit à réinterroger le rôle de l'État comme régulateur des transformations sociales et comme solution au paupérisme ; la politique étrangère de Napoléon III l'amène à penser la question de la liberté des nationalités, d'une fédération européenne ainsi que la rupture avec la papauté. Cette période permet aussi de saisir la redéfinition de son rôle d'intellectuel : éloigné des lieux de pouvoir et d'influence, Victor Hugo construit sa légitimité sur son audience — qui lui assure *de facto* une liberté importante — et sur des valeurs issues des Lumières et de la Révolution, qui s'inscrivent dans le temps historique long. Son engagement se déploie alors dans son œuvre romanesque (*Les Misérables*, 1862) tout comme dans ses pamphlets (*Napoléon le petit*) ou son œuvre poétique (*Les châtiments*).

Problématique et éléments de mise en œuvre

Problématique

Comment Victor Hugo, qui se définissait comme monarchiste avant 1848, est-il devenu républicain et une figure tutélaire de la culture républicaine en France ?

Éléments de mise en œuvre

En introduisant le sujet par son retour triomphal à Paris du 5 septembre 1870, qui permet de constater que Victor Hugo est devenu une référence pour les républicains

en France, il est possible d'interroger son parcours politique entre 1848 et 1870 afin de répondre à la problématique et de comprendre comment il a forgé cette figure.

En ne distinguant pas l'homme politique de son œuvre littéraire, mais en considérant que l'un et l'autre procèdent d'une action visant à intervenir dans le champ politique et social pour proposer des réponses visant une modernisation, il est possible de proposer un travail fondé sur les continuités et les ruptures dans l'action et les écrits de Victor Hugo. Les continuités ancrent Victor Hugo dans une mémoire de la philosophie des Lumières, de l'époque révolutionnaire et du libéralisme politique, avec pour but de créer des ponts entre l'histoire longue et les bouleversements de la modernité (autant d'acquis des chapitres et des années précédentes qu'il s'agit de réactiver de manière explicite avec les élèves). Les ruptures s'inscrivent dans une chronologie politique fine de la Deuxième République et du Second Empire, qu'il s'agit de construire avec les élèves.

C'est l'occasion aussi de mener un travail sur le regard que porte Victor Hugo sur le processus de transformation en cours. En confrontant ses descriptions sociales à d'autres sources, en mettant en regard les pratiques du pouvoir de Napoléon III dépeintes avec d'autres documents, il s'agit non seulement de contextualiser un certain type de sources, mais aussi de situer un point de vue et d'en saisir la finalité.

Capacités et méthodes : exemple

Identifier des continuités et des ruptures historiques
Mettre une figure historique en perspective
Identifier les contraintes et les ressources d'événements historiques
Confronter des savoirs pour les mettre en perspective et en récit

L'entrée par un événement républicain concernant Victor Hugo, tel que le 5 septembre 1870 ou ses funérailles en 1885, permet dans un temps introductif de décrire la façon dont Victor Hugo incarne les fondements d'une culture républicaine en cours de formation. La problématique sur la construction de cette figure peut ainsi être posée pour comprendre comment elle permet de saisir les évolutions politiques et sociales de la période.

Les élèves peuvent alors être placés en situation d'enquête par binômes ou par groupes, avec des dossiers documentaires courts — une source émanant de Victor Hugo, une source comparative, le cas échéant une chronologie — autour de différentes thématiques :

- Les origines de l'engagement de l'écrivain ;
- Les évolutions politiques de Victor Hugo entre 1848 et 1851 ;
- L'exil et la construction d'une conscience républicaine.

Le questionnement pourrait permettre d'identifier non seulement les ruptures et les continuités dans le parcours de Victor Hugo, mais aussi les contraintes et les ressources qui expliquent ses choix. Chaque groupe construit un écrit intermédiaire sous une forme au choix (schémas heuristiques, frises chronologiques réticulaires, réponses courtes...) pour permettre dans le cadre de la mise en commun une production d'écrit de synthèse construite.

Ce travail peut s'appuyer sur une approche interdisciplinaire avec le professeur de français et avec des liens évidents avec l'EMC (« savoir exercer son jugement et identifier différents types de documents pour s'exprimer de manière argumentée en public ») afin de proposer des tâches finales plus complexes : rédiger un éloge funèbre de Victor Hugo en 1885, prendre sa défense auprès de l'empereur lors de son exil, écrire un article pour interroger le rôle de référence républicaine de Victor Hugo aujourd'hui...

Pièges à éviter

- Distinguer l'œuvre de l'homme de son action politique et les détacher de leur contexte.
- Envisager des « opinions politiques » de Victor Hugo sous le seul angle du positionnement événementiel sans prendre en compte les continuités et les contraintes.
- Considérer les productions de Victor Hugo comme des sources qu'il ne faudrait pas mettre en contexte et critiquer.

Sujet d'étude – Les établissements Schneider au Creusot sous la Deuxième République et le Second Empire

À travers l'un des exemples phares de l'industrie métallurgique française — les établissements Schneider — et ce qui constitue son territoire — Le Creusot —, le sujet invite à aborder les transformations sociales et politiques sous un angle systémique. Emblème de la modernisation à travers les productions de la première locomotive française (« La Gironde »), de rails en acier, de constructions navales, de ponts et chaussées, la Société Schneider frères et Compagnie, créée en 1837 après le rachat en 1836 de l'entreprise du Creusot par les deux frères Eugène et Adolphe Schneider, se distingue aussi par un effort constant d'innovation. Tout ceci fait des Schneider des figures symbolisant l'entrepreneur héroïque et du Creusot un exemple de la croissance économique que connaît la France (le nombre de hauts fourneaux passe de 4 en 1837 à 10 en 1857 et la production de fer de 30 000 tonnes en 1851 à 110 000 en 1866).

Les stratégies familiales, en particulier matrimoniales, le poids des réseaux, la proximité avec le régime du Second Empire (Eugène Schneider fut ministre de l'Agriculture et du Commerce en 1851, conseiller de Napoléon III, puis président du Corps législatif à la fin de l'Empire) éclairent la réussite d'une dynastie familiale. Cette réussite repose aussi sur une emprise locale : au Creusot, les Schneider sont à la fois propriétaires, patrons et représentants politiques. Ville champignon passant de 1 600 habitants en 1830 à plus de 26 000 habitants en 1866, Le Creusot est aussi une illustration du processus d'urbanisation lié à l'industrialisation et des politiques d'aménagement urbain du Second Empire.

Le Creusot est surtout un lieu qui permet d'étudier de près les relations sociales entre les propriétaires d'une entreprise et leurs salariés. Cela permet ainsi d'interroger le paternalisme comme forme de réponse apportée aux transformations politiques et sociales, dont les grèves de 1870 marquent une profonde remise en cause.

Les enjeux de la question

Si longtemps Le Creusot a fait office d'idéal type du passage du « patronage au paternalisme » (G. Noiriel) dans la seconde moitié du XIX^e siècle, c'est-

à-dire d'un processus d'encadrement complet de la main-d'œuvre à la suite des mutations de productions et de l'éloignement du patron dans son château, cette lecture ne doit pas faire oublier que le monde du travail est acteur de l'histoire et que les ouvriers ne sont pas des exécutants sans aucune marge de décision. Le consentement aux stratégies patronales n'est jamais complet.

L'emprise des Schneider sur Le Creusot est un processus de longue durée, dont la période du Second Empire constitue une étape charnière, faite de tensions et de négociations entre les propriétaires, l'État, une partie de la main-d'œuvre qui s'organise et dont émergent des figures politiques. Ce processus peut être illustré à travers les grèves de 1870 et apparaît dans le positionnement des Schneider dès la Seconde République.

Les établissements Schneider au Creusot, s'ils permettent une approche complexe et systémique, ne peuvent décrire à eux seuls les transformations sociales et politiques en France durant la Deuxième République et le Second Empire. Les entreprises de cette taille font figure d'exceptions en France et se concentrent sur les secteurs les plus modernes. L'urbanisation y fut plus précoce et massive que sur le territoire national et elle reposait comme ailleurs sur de fortes mobilités et une rotation importante (*turn-over*) des ouvriers.

L'étude des établissements Schneider durant la Deuxième République et le Second Empire invite ainsi à analyser les stratégies d'une entreprise familiale et de son empire sur un territoire, mis en scène sous la III^e République par Eugène II, notamment par l'installation en 1879 d'une statue de son père sur la place Eugène Schneider de la ville, dont 5000 habitants, en 1856, avaient demandé qu'elle s'appelât Schneiderville.

Problématique et éléments de mise en œuvre

Que nous apprennent les établissements Schneider des transformations économiques, sociales et politiques de la France de la Deuxième République au Second Empire ?

Éléments de mise en œuvre

Une entrée possible consiste à s'appuyer sur la stratégie mémorielle de la famille Schneider au début de l'âge d'or du paternalisme au Creusot : les élèves sont alors invités à confronter ce discours à la réalité historique en interrogeant la place des acteurs, en particulier celle d'Eugène Schneider, dans les transformations sociales et politiques sous la Deuxième République et le Second Empire.

Cette problématique permet d'éclairer les multiples aspects du sujet dans une démarche problématique. En analysant les réseaux politiques et financiers de la famille Schneider tout comme ses stratégies matrimoniales, la figure de l'entrepreneur peut être contextualisée à l'échelle nationale, mais aussi à l'échelle des échanges internationaux. Les prises de position politiques d'Eugène Schneider sous la Deuxième République, lors du coup d'État de 1851 et durant le Second Empire permettent de lier la destinée de l'entreprise aux politiques publiques. Avec les innovations industrielles, notamment à la suite du traité de libre-échange de 1860 (qu'Eugène Schneider désapprouve d'abord pour s'y rallier par la suite), dans des secteurs stratégiques, ces liens éclairent la croissance exceptionnelle de l'entreprise.

À l'échelle locale, l'urbanisation, les migrations ouvrières et l'aménagement de la ville accompagnent la croissance économique et décrivent une stratégie fondée sur

la hausse de la productivité. Celle-ci s'appuie aussi sur la volonté d'un encadrement important de la main d'œuvre, dont il s'agit de limiter la mobilité tant par l'adhésion que par la contrainte et le souci, si ce n'est de monopoliser, du moins de maîtriser la politisation des ouvriers. Cette action permet de se relier au processus de politisation de la société française. Les revendications des grévistes de 1870 et leur répression permettent alors de nuancer les effets d'un paternalisme en cours de formation.

Capacités et méthodes : exemples

Utiliser l'échelle appropriée pour étudier un phénomène

Construire et vérifier des hypothèses sur une situation historique ou géographique

Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation

L'étude peut commencer en présentant le moment de l'érection de la statue d'Eugène Schneider au Creusot en 1879 et du discours mémoriel qui l'accompagne. La confrontation avec le contexte de la période, s'il a déjà été étudié, permet de formuler une problématique sur la réalité de ce discours et de l'image de modernisation que renvoie l'entreprise Schneider.

Il est alors envisageable de placer les élèves en groupes de travail à entrées thématiques à partir d'un petit corpus de documents pour contribuer à formuler une réponse complexe à la problématique. Chaque groupe peut s'occuper d'un angle particulier, mis en lien avec le contexte politique, économique et social de l'époque :

- un groupe peut se concentrer sur le parcours des dirigeants de l'entreprise, en particulier leurs liens avec le pouvoir ;
- un autre groupe peut réfléchir au développement de l'entreprise, au rôle de l'innovation, aux productions, à l'organisation du travail, aux échanges ;
- un troisième groupe peut se concentrer sur le développement de la ville du Creusot, les mouvements de population en lien avec la croissance de l'entreprise ;
- un dernier groupe peut analyser les rapports sociaux dans la ville et l'entreprise, entre développement du paternalisme et prise de conscience ouvrière.

Les élèves sont ainsi placés en situation de contextualiser (en mettant des acteurs en perspective, en changeant d'échelle, en identifiant les contraintes et ressources) avant de présenter à l'oral leur raisonnement historique.

La mise en commun, qui peut prendre la forme d'un schéma heuristique complexe, permet ensuite aux élèves de proposer une réponse argumentée et construite à la problématique proposée, d'abord en présentant les éléments issus de l'angle étudié, puis par une mise en commun qui permet de relier toutes ces informations et de donner à l'étude un caractère systémique.

Une mise en perspective permet ensuite de replacer les établissements Schneider dans les évolutions nationales, afin notamment de montrer leur caractère exceptionnel dans la France de la Deuxième République et du Second Empire.

Pièges à éviter

- Considérer le sujet d'étude d'un point de vue simplement économique, sans prendre en compte les dimensions sociale et politique.
- Proposer un récit désincarné de l'entreprise Schneider, sans prendre en compte le rôle des différents acteurs.
- Envisager l'entreprise des Schneider sous l'angle d'un récit hagiographique établi sous la III^e République, sans prendre en compte les tensions, les contraintes et les choix des acteurs.

Pour aller plus loin

Ouvrages généraux sur la Deuxième République et le Second Empire

- Maurice AGULHON, *1848 ou l'apprentissage de la République (1848-1852)*, Paris, Le Seuil, coll. « Points », 2002 pour l'éd. revue et corrigée.
- Éric ANCEAU, *Napoléon III*, Paris, Texto, Taillandier, 2012.
- Éric ANCEAU, *Ils ont fait et défait le Second Empire*, Paris, Tallandier, 2019.
- Sylvie APRILE, *La Révolution inachevée (1815-1870)*, Paris, Belin, coll. « Histoire de France » (dir. J. CORNETTE), 2010.
- Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, *1870. La France dans la guerre*, Paris, Armand Colin, 1989.
- Jean-Claude CARON, Michel VERNUS, *L'Europe au XIX^e siècle : Des nations aux nationalismes (1815-1914)*, Paris, Armand Colin, 2015 pour l'éd. revue et corrigée.
- Christophe CHARLE, *Discordance des temps. Une brève histoire de la modernité*, Paris, Armand Colin, 2011.
- Christophe CHARLE, *Histoire de la société française au XIX^e siècle*, Paris, Point Seuil, 2015 pour l'éd. revue et augmentée.
- André ENCREVE, *Le Second Empire*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2004.
- Emmanuel FUREIX, François JARRIGE, *La modernité désenchantée. Relire l'histoire du XIX^e siècle*, Paris, La Découverte, 2014 et 2020 (pour l'éd. poche).
- Jean-Pierre RIOUX, *La révolution industrielle (1780-1880)*, Paris, Le Seuil, coll. « Points », 2015 pour l'éd. revue et corrigée.
- Jean-Claude YON, *Le Second Empire : politique, société, culture*, Paris, Armand Colin, 2009.
- Patrick VERLEY, *L'échelle du monde. Essai sur l'industrialisation de l'Occident*, Paris, Gallimard, 2013 pour l'éd. poche.

Ouvrages et articles sur les sujets d'étude

Sur Victor Hugo

- Franck LAURENT, *Victor Hugo : Espace et politique jusqu'à l'exil*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008.
- Henri PENA-RUIZ, *Un poète en politique : les combats de Victor Hugo*, Paris, Flammarion, 2001.
- « [Victor Hugo, l'homme océan](#) », exposition virtuelle sur le site de la BnF.
- Présentation de l'exposition « [Hugo politique](#) », organisée en 2013 par la [Maison de Victor Hugo](#)

Sur les établissements Schneider

- Claude BEAUD, « L'innovation dans les établissements Schneider (1837-1860) », in *Histoire, économie et société*, 1995, 14^e année, n° 3. p. 501-518.
- Louis BERGERON, *Le Creusot. Une ville industrielle, un patrimoine glorieux*, Paris, Belin Herscher, 2001.
- Stéphane GACON, François JARRIGE, « Les trois âges du paternalisme. Cantines et alimentation ouvrière au Creusot (1860-1960) », *Le Mouvement Social*, 2014/2 (n° 247), p. 27-45.
- Jean-Philippe PASSAQUI, *La stratégie des Schneider. Du marché à la firme intégrée (1836-1914)*, Rennes, PUR, 2006 (2015 pour [l'édition en ligne](#)).
- Denis WORONOFF, « Une statue pour Eugène Schneider », in *L'Histoire*, n° 186, mars 1995.
- [La rubrique du site de la ville du Creusot consacrée à la famille Schneider](#)
- [Le site de l'écomusée de l'homme et de l'industrie du Creusot — Montceau-les-Mines](#)